

appointed to consider the matter, but he urged that its terms of reference should not be vague.

Mr. LAMBERT (Canada) pointed out that the financial authorities of the United Nations had submitted a budget. It was the duty of the Committee to examine it.

Mr. TEJERA (Uruguay) supported the proposal of the representative of Canada. It was impossible, in his view, to determine a maximum figure without having studied the budget.

The CHAIRMAN felt that the best procedure was that proposed by the representative of Canada. The Secretary-General had made his statement and submitted estimates of \$34,500,000. There had been a general debate and the Committee should now proceed with the examination of the budget.

After discussion, the CHAIRMAN stated that he would call upon the Secretary-General to make a further statement.

The meeting rose at 1.34 p.m.

FIFTY-THIRD MEETING

*Held at Lake Success, New York, on Thursday,
2 October 1947, at 11 a.m.*

Chairman : Justice Sir Fazl ALI (India).

10. Consideration of procedure with respect to the budget estimates for 1948

Mr. BAGGE (Sweden), Rapporteur, suggested that in ordering the work of the Committee three considerations might usefully be kept in mind : (1) improved efficiency of administration, (2) possible savings by a revision of the rules of procedure relating to documentation, and (3) a reduction in the activities of the United Nations. The appointment of a sub-committee might be appropriate for the examination of technical matters, such as the preparation of the official records ; otherwise, he felt that it would lead to a complication since the Advisory Committee was in fact a sub-committee and was engaged in reviewing the supplementary estimates for 1947, as well as the recommendations of the Management Survey.

He proposed that the Committee should consider successively the items on that day's agenda, the supplementary estimates for 1947, the budgetary and financial relationships with specialized agencies and organizational and administrative matters, such as the joint staff pension scheme ; and that thereafter the budget estimates for 1948 should be examined in detail.

créée pour examiner la question, mais M. Hsia demande que son mandat ne soit pas imprécis.

M. LAMBERT (Canada) fait observer que les autorités financières de l'Organisation ont présenté un budget. Il est du devoir de la Commission de l'examiner.

M. TEJERA (Uruguay) appuie la proposition du représentant du Canada. A son avis, il est impossible de déterminer la somme maximum sans avoir étudié le budget.

Le PRÉSIDENT croit que la meilleure façon de procéder est celle que propose le représentant du Canada. Le Secrétaire général a fait son exposé, et a soumis des prévisions atteignant 34.500.000 dollars. Un débat général a eu lieu ensuite, et il faut que la Commission examine maintenant le budget.

Après un échange de vues, le PRÉSIDENT déclare qu'il demandera au Secrétaire général de faire un exposé supplémentaire.

La séance est levée à 13 h. 34.

CINQUANTE-TROISIÈME SÉANCE

*tenue à Lake Success, New-York,
le jeudi 2 octobre 1947, à 11 heures.*

Président : Sir Fazl ALI (Inde).

10. Examen de la méthode à suivre pour examiner les prévisions de dépenses pour l'exercice financier 1948

M. BAGGE (Suède), Rapporteur, pense que la Commission aurait avantage, en organisant ses travaux, à tenir compte des trois considérations ci-après : 1) amélioration du rendement des méthodes administratives, 2) possibilité de réaliser des économies en revisant les articles du Règlement intérieur qui ont trait à la documentation, et 3) réduction des programmes de l'Organisation. Il serait peut-être opportun de créer une sous-commission chargée de l'examen de questions techniques, telles que la préparation des comptes rendus officiels ; par ailleurs, cela pourrait entraîner des complications, étant donné que le Comité consultatif est, en réalité, une sous-commission, et s'occupe à l'heure actuelle d'examiner les prévisions supplémentaires établies au titre de l'exercice 1947, ainsi que les recommandations découlant de l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat.

Il propose que la Commission étudie successivement les points inscrits à l'ordre du jour de la journée, les prévisions supplémentaires au titre de l'exercice 1947, les relations d'ordre budgétaire et financier avec les institutions spécialisées, et les questions d'administration et d'organisation, telles que la Caisse commune des pensions du personnel ; après quoi, il conviendrait

Four steps were indicated for the orderly progress of the Committee's work : (1) documents covering agenda items would be received from the Secretary-General, the Advisory Committee or delegations ; (2) discussion thereon would take place in the Committee ; (3) draft reports would be prepared and (4) submitted to the Committee for its approval.

He proposed the appointment of a sub-committee to study possible savings through an amendment of Rule 112 of the rules of procedure.

Mr. STEVENSON (United States of America) suggested that it would be the consensus of the Committee that Mr. Aghnides, whose wisdom and long experience were known to all, should be at liberty to intervene at any time when he had comments to offer.

Mr. MAYER (France) supported the proposal of the United States representative regarding Mr. Aghnides.

He pointed out that Mr. Bagge had suggested that there was no need to set up a sub-committee on the activities of the United Nations since the Second and Third Committees were already at work in the fields of the Economic and Social Council and their findings would be transmitted to the Fifth Committee. He was not clear whether the appointment of a sub-committee for a revision of the rules of procedure had been proposed.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) feared that if consideration of budget reductions were left to the end, there would not be time to make them. The administration had stated that it was not possible to go below the total figure of \$34,500,000, and he accepted that as a fact. The general debate, however, had shown that it was necessary to make further economies. It followed that certain activities would have to be pruned. Three ways were open : (1) to arrange for a « first reading » of the budget, as a result of which the number of meetings of commissions and committees might be reduced and certain activities, for example those of the Department of Public Information, curtailed ; if sufficient reductions were not achieved, a second reading would be necessary ; (2) to set up an *ad hoc* sub-committee to consider the curtailment of certain activities ; it would be necessary to decide on the extent of the curtailment, which was a matter for the Fifth Committee, and on the composition of the *ad hoc* sub-committee ; and (3) to follow League of Nations practice and to refer the budget back to the Advisory Committee with instructions to bring it within a given figure. It would then rest with the latter Committee to decide what items had to be eliminated, curtailed or postponed ; as that Committee had pointed out, however, that policy decisions were outside its province.

d'examiner en détail les prévisions de dépenses pour 1948.

Pour assurer le bon ordre des travaux de la Commission, il semble qu'on doive procéder en quatre étapes : 1) on recevrait du Secrétaire général, du Comité consultatif, ou des diverses délégations, les documents relatifs aux points de l'ordre du jour ; 2) la Commission discuterait ces documents ; 3) on préparerait des projet des rapports, et 4) on les présenterait à la Commission pour approbation.

Il propose la création d'une sous-commission chargée d'étudier la possibilité de réaliser des économies en modifiant l'article 112 du Règlement intérieur.

M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) présume que la Commission sera unanime à proposer qu'on donne à M. Aghnides, dont tous les membres connaissent la sagesse et la longue expérience, la possibilité d'intervenir chaque fois qu'il aura des observations à formuler.

M. MAYER (France) appuie la proposition du représentant des Etats-Unis concernant M. Aghnides.

Il fait remarquer que, d'après M. Bagge, il n'y a pas lieu de créer une sous-commission chargée d'étudier les travaux de l'Organisation, étant donné que les Deuxième et Troisième Commissions s'occupent déjà de questions qui relèvent du domaine du Conseil économique et social, et qu'elles communiqueront leurs conclusions à la Cinquième Commission. Il n'est pas sûr qu'on ait proposé la création d'une sous-commission chargée de reviser le Règlement intérieur.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) craint que, si l'on examine en dernier lieu les réductions de dépenses, on n'ait pas le temps de les effectuer. L'Administration a déclaré qu'il n'était pas possible d'établir des prévisions inférieures à 34.500.000 dollars, et il tient cette assertion pour exacte. Toutefois, le débat général a démontré qu'il était nécessaire de réaliser des économies nouvelles. Il s'ensuit qu'il faudra réduire certains travaux. La Commission a le choix entre trois moyens : 1) prendre des mesures en vue de procéder à une « première lecture » du budget, à la suite de laquelle on pourrait réduire un certain nombre de réunions de commissions et de sous-commissions ainsi que certains travaux, tels que ceux du Département de l'information ; si l'on ne réalise pas les réductions nécessaires, il sera nécessaire de procéder à une deuxième lecture ; 2) créer une sous-commission spéciale, chargée d'envisager la réduction de certains travaux ; il sera nécessaire de décider de l'importance de cette réduction — question qui relève de la Cinquième Commission — ainsi que de la composition de la sous-commission spéciale ; et 3) suivre la méthode adoptée par la Société des Nations et renvoyer le budget au Comité consultatif en chargeant ce dernier de le maintenir dans des limites données. Il appartiendra alors au Comité consultatif d'opérer un choix entre les postes à supprimer et les postes à réduire ou à faire figurer à une date ultérieure. Toutefois, comme l'a fait remarquer le Comité consultatif, sa compétence ne s'étend pas aux décisions de principe.

He favoured the second alternative.

Mr. BURGER (Netherlands) considered that it would be unfair to refer the budget estimates back to the Secretary-General, who was bound by decisions of the General Assembly and the Councils. Policy-making was the task of the Assembly. The Fifth Committee should provide the Secretary-General with guidance regarding the economies it desired.

In principle, it would be best to discuss every item in the budget, but in order to save time, the report of the Advisory Committee could be taken as a basis.

He favoured the establishment of a mixed committee of the Second, Third and Fifth Committees, as recommended by the Advisory Committee.

Mr. MARTÍNEZ-LACAYO (Nicaragua) proposed that a sub-committee of from nine to eleven members should study the budget items. It would be easier for a small number to reach agreement.

Mr. MACHADO (Brazil) pointed out that there were two possible sources of reduction: (1) the Management Survey, whose report was to be considered by the Advisory Committee,¹ and (2) other recommendations which should emanate from a mixed committee of the Second, Third and Fifth Committees.

The estimates for 1948 should therefore be referred (a) to the Advisory Committee in respect of reductions arising from the Survey, and (b) to the Fifth Committee, comprising, perhaps, members of the Second and Third Committees, in respect of reductions in the activities of the United Nations.

Mr. LEBEAU (Belgium) endorsed the remarks of the representative of the Union of South Africa, and pointed out that there were two parts to the budget estimates: the first related to the Secretariat, the second to the activities of the Organization. Nothing could be done unless there was agreement on a reduction in activities. He suggested, therefore, that a mixed committee of the Second, Third and Fifth Committees be appointed immediately.

Mr. TEJERA (Uruguay) suggested that when concrete proposals concerning the order of the Committee's work were made a vote should be taken without delay.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) considered that an overall figure for 1948 should first be determined; a special committee could then examine the estimates in accordance with the agreed figure. He pointed out that the Committee had not received any statement from the Secretary-General to the effect that further reductions were impossible without the curtailment of activities.

The appointment of a mixed committee was not a wise measure. The members of the Fifth Committee, as representatives of their Govern-

M. Jacklin est partisan du deuxième moyen.

M. BURGER (Pays-Bas) considère qu'il serait injuste de renvoyer les prévisions de dépenses au Secrétaire général, qui se trouve lié par les décisions de l'Assemblée générale et des Conseils. C'est à l'Assemblée qu'incombe la tâche de poser des principes. La Cinquième Commission doit indiquer au Secrétaire général les économies qu'elle souhaite voir réaliser.

En principe, mieux vaut discuter chacun des postes du budget mais, pour gagner du temps, on pourrait prendre pour base de discussion le rapport du Comité consultatif.

Il est d'avis de créer une commission mixte des Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions, comme le recommande le Comité consultatif.

M. MARTÍNEZ-LACAYO (Nicaragua) propose qu'une sous-commission de neuf à onze membres étudie les divers postes du budget. Un petit nombre de personnes arrivera plus facilement à s'entendre.

M. MACHADO (Brésil) fait remarquer qu'il existe deux sources possibles de réductions: 1) l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat (le Comité consultatif doit étudier le rapport établi à la suite de cette enquête)¹ et 2) d'autres recommandations que formulerait une commission mixte des Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions.

En conséquence, on devrait renvoyer les prévisions pour l'exercice 1948: a) au Comité consultatif, en ce qui concerne les réductions dues à l'enquête, et b) à la Cinquième Commission (comprenant, peut-être, des membres de la Deuxième et de la Troisième Commissions), en ce qui concerne la réduction des travaux de l'Organisation.

M. LEBEAU (Belgique) fait siennes les observations du représentant de l'Union Sud-Africaine et fait remarquer que les prévisions de dépenses se divisent en deux parties: la première, relative au Secrétariat; la deuxième, relative aux travaux de l'Organisation. On n'aboutira à rien si l'on ne réalise pas l'accord sur une réduction des travaux. En conséquence, il suggère qu'on crée immédiatement une commission mixte des Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions.

M. TEJERA (Uruguay) pense que, quand on a formulé des propositions précises concernant l'ordre des travaux de la Commission, il faut passer au vote.

Pour M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), il convient de fixer tout d'abord un chiffre global pour 1948; une Commission spéciale pourrait alors examiner les prévisions en fonction du chiffre fixé. Il fait observer que la Commission n'a reçu aucune communication du Secrétaire général, déclarant qu'il était impossible de réduire davantage les dépenses, sans réduire les travaux.

Il ne serait pas sage de créer une commission mixte. Les membres de la Cinquième Commission, en tant que représentants de leurs gouvernements,

¹ Document A/C. 5/160.

¹ Document A/C. 5/160.

ments, were in constant touch with their colleagues on the Second and Third Committees.

He suggested that, after agreement on an overall figure, a sub-committee should consider possible reductions in each item of the budget.

The CHAIRMAN considered that it was necessary to agree on essential points and to submit them in the form of resolutions.

The representative of the Union of South Africa had made a clear and precise proposal for the appointment of an *ad hoc* sub-committee to determine in what manner the reductions might be made. The extent thereof would be a matter for the plenary Committee.

The Hon. K. G. YOUNGER (United Kingdom) stated that it was becoming clearer that the question of a reduction in activities should be referred to a sub-committee. It was necessary, however, to determine an overall figure. He favoured the appointment of a sub-committee to consider a reduction in activities such as would bring the budget total within a figure of \$30,000,000.

The CHAIRMAN thought it would be useful if the sub-committee included members of the Advisory Committee, and if it acted in consultation with the Chairmen of the Second and Third Committees.

Mr. LAMBERT (Canada) remarked that the position had been made clear at the previous meeting. The Chairman had suggested that the Committee should proceed with the examination of the budget.

The representative of the United Kingdom had now proposed a sub-committee with instructions to reduce the budget to \$30,000,000. He himself favoured a compromise: an *ad hoc* sub-committee might be appointed to consider the various items of the estimates in consultation with the budget officials, though the Fifth Committee was not competent, in his view, to instruct the *ad hoc* sub-committee to adopt an arbitrary figure of \$30,000,000. It would be preferable to consider the budget, item by item, in the plenary Committee.

Mr. STEVENSON (United States of America) thought that it would be unwise to set a maximum figure. A vote should be taken on that issue. As regards the order of items on the agenda, he agreed with the Rapporteur's suggestion. He favoured the appointment of a sub-committee to consider one of the two possible areas of additional savings, which involved the question of procedure regarding documentation and simultaneous interpretation.

Mr. HSIA (China) felt that it would be pointless to refer the budget to a sub-committee without specific instructions. A maximum figure should be indicated.

Mr. MAYER (France) was confident that the representatives were concerned not so much with

sont constamment en rapport avec leurs collègues des Deuxième et Troisième Commissions.

Il propose qu'une fois l'accord réalisé sur un chiffre global, une sous-commission examine les réductions qu'il est possible d'apporter à chacun des postes du budget.

Le PRÉSIDENT estime nécessaire de se mettre d'accord sur les points essentiels, et de présenter ces points sous forme de résolutions.

Le représentant de l'Union Sud-Africaine a proposé en termes clairs et précis qu'on crée une sous-commission spéciale, chargée de décider du moyen d'effectuer les réductions. L'importance de ces réductions est une question qui relève de la Commission siégeant en séance plénière.

M. YOUNGER (Royaume-Uni) déclare qu'il s'avère de plus en plus nécessaire de renvoyer la question de la réduction des travaux à une sous-commission. Toutefois, il faut fixer un chiffre global. Il est partisan de la création d'une sous-commission chargée d'examiner la possibilité de réduire les travaux de telle sorte que l'ensemble du budget ne dépasse pas 30.000.000 de dollars.

Le PRÉSIDENT pense qu'il serait bon que la sous-commission comprenne des membres du Comité consultatif, et qu'elle agisse en se concertant avec les présidents des Deuxième et Troisième Commissions.

M. LAMBERT (Canada) fait remarquer qu'on a précisé la situation à la séance précédente. Le Président avait suggéré alors que la Commission poursuive l'examen du budget.

Le représentant du Royaume-Uni propose maintenant qu'on crée une sous-commission chargée de ramener le budget au chiffre de 30.000.000 de dollars. Quant à lui, il se déclare partisan d'un compromis: on pourrait créer une sous-commission spéciale, chargée d'étudier les divers postes des prévisions en se concertant avec les fonctionnaires chargés de l'établissement du budget, bien que la Cinquième Commission ne soit pas compétente, à ses yeux, pour charger la sous-commission spéciale d'adopter un chiffre arbitraire de 30.000.000 de dollars. Mieux vaudrait étudier le budget, poste par poste, en séance plénière de la Commission.

De l'avis de M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique), il serait imprudent de fixer un chiffre maximum. On devrait mettre la question aux voix. En ce qui concerne l'ordre des points de l'ordre du jour, il accepte la suggestion du Rapporteur. Il est partisan de la création d'une sous-commission chargée d'étudier l'une ou l'autre des deux possibilités d'économies supplémentaires, ce qui met en jeu la question de la méthode à suivre en ce qui concerne les documents et l'interprétation simultanée.

M. HSIA (Chine) estime qu'il est inutile de renvoyer le budget à une sous-commission sans donner à celle-ci des instructions précises. Il convient d'indiquer un chiffre maximum.

M. MAYER (France) est sûr que les représentants se préoccupent moins de fixer un chiffre maximum

fixing a maximum figure for 1948 as with ensuring maximum efficiency at a minimum expenditure. It was unwise to fix an over-all figure in advance and in the absence of detailed information.

There were two areas in which economies were possible : (a) the Secretariat and (b) the activities of the United Nations for 1948. Recommendations in regard to (b) should be made by a mixed committee of the Second, Third and Fifth Committees, and he therefore supported the relevant proposal submitted by the representative of the Netherlands.

It was necessary first to decide whether the Committee wished to fix a maximum figure for 1948 and then to study the appointment of two sub-committees, such as had been proposed respectively by the representatives of the United States of America and the Netherlands. Discussion of the budget could be undertaken after the reports from the sub-committees and the Advisory Committee had been received.

Mr. TEJERA (Uruguay) felt that it was not possible, without a detailed examination of the budget, to determine a maximum figure. If such a figure were attempted, it might later be necessary to draw on the Working Capital Fund and important activities might possibly be hampered.

He favoured the appointment of a sub-committee to examine the budget, in accordance with the suggestion of the representative of Nicaragua¹.

In reply to the representative of Brazil who inquired whether the Committee would vote on the principle of a ceiling or would fix a ceiling, the CHAIRMAN stated that the principle of the ceiling would first be submitted to a vote.

Mr. LEBEAU (Belgium) submitted a draft resolution to the effect that the Fifth Committee recommended to the General Assembly the immediate appointment of a joint sub-committee composed of representatives of the Second, Third and Fifth Committees to examine, with the assistance of the Advisory Committee and in the light of the general debate in the Fifth Committee, reductions to be introduced in parts I and II of the budget estimates for 1948, and to submit proposals to the Fifth Committee.

The Hon. K. G. YOUNGER (United Kingdom) thought that a vote should be taken on the resolution of the representative of Belgium.

He drew attention to the distinction between imposing a ceiling on the terms of reference of a sub-committee and imposing a ceiling from which the plenary Committee could not subsequently depart. The sub-committee might be required to make a study in the light of a named figure, but the Committee would still have the latitude to raise it or lower it when the report was finally received.

Mr. HSIA (China) pointed out that under its terms of reference, the Advisory Committee was required to examine and report on the budget submitted by the Secretary-General to the General

pour 1948 que d'assurer un rendement maximum pour une dépense minimum. Il est imprudent de fixer un chiffre global à l'avance, en l'absence de renseignements détaillés.

Il existe deux possibilités d'économies : a) le Secrétariat et b) les travaux de l'Organisation en 1948. C'est à une Commission mixte des Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions qu'il appartient de formuler des recommandations à l'égard du point b) et, en conséquence, M. Mayer appuie la proposition pertinente qu'a présentée le représentant des Pays-Bas.

Il est nécessaire, en premier lieu, de décider si la Commission souhaite fixer un chiffre maximum pour 1948, puis d'étudier la création de deux sous-commissions, comme l'ont proposé respectivement le représentant des États-Unis d'Amérique et le représentant des Pays-Bas. On pourra entreprendre la discussion du budget après avoir reçu les rapports des sous-commissions et du Comité consultatif.

M. TEJERA (Uruguay) estime qu'il n'est pas possible, sans examiner le budget en détail, de fixer un chiffre maximum. Si l'on essaie de fixer ce chiffre, il se peut qu'on soit obligé plus tard d'effectuer des prélèvements sur le fonds de roulement, ce qui pourrait mettre obstacle à l'exécution de travaux importants.

Il est partisan de créer une sous-commission chargée d'examiner le budget, conformément à la suggestion du représentant du Nicaragua¹.

Répondant au représentant du Brésil, qui demande si la Commission votera sur le principe de l'adoption d'un chiffre maximum, ou si elle fixera ce maximum, le PRÉSIDENT déclare que c'est le principe qu'il mettra d'abord aux voix.

M. LEBEAU (Belgique) présente un projet de résolution tendant à ce que la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale de créer immédiatement une sous-commission mixte, composée de représentants des Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions et chargée d'examiner, avec l'aide du Comité consultatif et compte tenu du débat général de la Cinquième Commission, les réductions à effectuer aux titres I et II des Prévisions des dépenses pour l'exercice financier 1948, puis de présenter des propositions à la Cinquième Commission.

M. YOUNGER (Royaume-Uni) estime qu'il convient de mettre aux voix la résolution du représentant de la Belgique.

Il attire l'attention sur la distinction qui existe entre le fait d'imposer des limites au mandat d'une sous-commission, et le fait d'imposer une limite dont la Commission, siégeant en séance plénière, ne pourra s'écarter par la suite. On demandera peut-être à la sous-commission de procéder à une étude en fonction d'un chiffre donné, mais la Commission sera toujours libre d'élever ou d'abaisser ce chiffre quand elle aura reçu le rapport.

M. HSIA (Chine) fait remarquer que, d'après son mandat, le Comité consultatif est chargé de procéder à un examen du budget soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée, et de faire

¹ See page 28.

¹ Voir page 28.

Assembly. Unless a ceiling, such as had been suggested by the United Kingdom representative, were fixed, the status of the Advisory Committee would be destroyed.

The CHAIRMAN stated that a vote would be taken on the establishment of a ceiling figure.

The Committee rejected the proposal for a ceiling figure by twenty-seven votes to twenty-one.

The CHAIRMAN observed that the Rapporteur had suggested the appointment of a sub-committee to review the possibility of savings through a revision of the rules of procedure and, secondly, to determine an order of priority of the activities of the United Nations.

Mr. MAYER (France) pointed out that the sub-committee contemplated by the Rapporteur would concern itself only with the rules of procedure. Another committee had been proposed to consider the matter of a priority system.

The representative of the United States of America and the RAPPORTEUR concurred with the view of the representative of France.

Mr. ROSHCIN (Union of Soviet Socialist Republics) felt that it was necessary to set up a sub-committee to deal with all the possibilities of reductions in the budget items. In his view, it would be extremely unwise for the sub-committee to direct its attention to the question of documents and simultaneous interpretation since it would show a tendency to reduce precisely those activities which were important in creating conditions of international co-operation within the United Nations.

Mr. MACHADO (Brazil) considered that inasmuch as the principle of a ceiling for the budget had not been accepted, the Committee had reached the following position: (a) the question of reducing expenditure for the Secretariat, as for example, by a revision of the rules of procedure, should be considered by the Advisory Committee; (b) the curtailment of activities of the United Nations should be considered by a special committee covering the fields of economic and social activities in their financial aspect.

Mr. HEYWARD (Australia) considered that, if other Committees were to be consulted, the Fourth and Sixth Committees should be included, since subjects of economy in their fields had been suggested in the general debate.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) expressed his thanks for the references made to his person by the representatives of the United States of America and France. He thought that the chief problem had been whether or not a maximum figure should be fixed. The relevant proposal had been defeated, and the Committee's task was thereby made harder.

He thought it best, without prejudice to the proposal submitted by the Rapporteur, to take as the basis of discussion the report of the Advisory

rapport sur ce budget. Si l'on ne fixe pas un maximum, tel que l'a suggéré le représentant du Royaume-Uni, le Comité consultatif perdra tout prestige.

Le PRÉSIDENT déclare qu'il met aux voix l'adoption d'un chiffre maximum.

La Commission repousse, par vingt-sept voix contre vingt et une, la proposition tendant à l'adoption d'un chiffre maximum.

Le PRÉSIDENT fait observer que le rapporteur a proposé la création d'une sous-commission chargée d'examiner la possibilité d'effectuer des économies au moyen d'une révision du Règlement intérieur et, en second lieu, d'établir, pour les travaux de l'Organisation, un ordre de priorité.

M. MAYER (France) fait remarquer que la sous-commission qu'envisage le Rapporteur ne s'occupera que du Règlement intérieur. On a proposé de créer une autre commission pour étudier la question d'un ordre de priorité.

Le représentant des États-Unis d'Amérique et le RAPPORTEUR partagent l'avis du représentant de la France.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime nécessaire de créer une sous-commission chargée d'étudier toutes les réductions qu'il est possible d'apporter aux postes du budget. A son avis, la sous-commission agirait très imprudemment si elle portait son attention sur la question des documents et de l'interprétation simultanée, car elle manifesterait ainsi une tendance à réduire précisément les services qui contribuent le plus à faire régner entre les Nations Unies les conditions d'une coopération internationale.

M. MACHADO (Brésil) considère que la Commission, n'ayant pas admis le principe de l'adoption d'un chiffre maximum pour le budget, s'est arrêtée à l'attitude suivante: a) la question de la réduction des dépenses au titre du Secrétariat, grâce, par exemple, à la révision du Règlement intérieur, devrait être examinée par le Comité consultatif; b) la question des réductions à faire subir aux travaux de l'Organisation devrait être examinée par une commission spéciale, chargée d'étudier, sous leur aspect financier, les projets d'ordre économique et social.

M. HEYWARD (Australie) estime que, si l'on doit se concerter avec d'autres commissions, il convient d'y comprendre les Quatrième et Sixième Commissions, étant donné qu'au cours d'un débat général, on a proposé des chefs d'économie qui relèvent de leurs domaines.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) remercie les représentants des États-Unis d'Amérique et de la France des paroles qu'ils ont prononcées à son sujet. A son avis, la principale question qui s'est posée est de savoir si l'on doit ou non fixer un chiffre maximum. Ayant repoussé la proposition présentée à ce sujet, la Commission se trouve en présence d'une tâche plus difficile.

Il pense qu'il vaut mieux, sans préjudice de la proposition présentée par le Rapporteur, prendre pour base de discussion le rapport du Comité

Committee since the Secretary-General had accepted its conclusions.

It was for the Fifth Committee to take the political responsibility of deciding upon the chief lines of activities, and then to refer the matter to a sub-committee. The question of selecting the activities that should be reduced was a matter for the General Assembly or the Fifth Committee.

The report of the Advisory Committee should be examined jointly with the revised estimates submitted by the Secretary-General¹. The Fifth Committee had greater sovereignty than a sub-committee. It could take provisional decisions and when the « first reading » decisions had been taken, it would have an overall picture regarding the final figure. A second reading could then be made and a decision reached.

Mr. VOINA (Ukrainian Soviet Socialist Republic) considered that a sub-committee could be appointed to deal not only with procedural questions but with the whole of the budget. It should work in close contact with the Advisory Committee and the Secretariat in order to reduce the budget to the sum of \$30,000,000. The creation of many sub-committees would be both unwise and costly.

Mr. BURGER (Netherlands) supported Mr. Aghnides's suggestion. The Fifth Committee already had a sub-committee, namely the Advisory Committee, which had been examining the budget item by item. It would be wise therefore to continue on the basis of the latter Committee's report.

The proposal made by Mr. Aghnides was supported by the representatives of China, the United Kingdom, Syria and Brazil. The last-named representative pointed out that a similar procedure should be followed in regard to subsequent reports submitted by the Advisory Committee.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) favoured the appointment of a sub-committee to consider possible reductions in all items mentioned in the debate, as well as in those items which the sub-committee itself might introduce.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) pointed out that his proposal did not exclude the setting up of a sub-committee to which the Fifth Committee might eventually refer the various points that arose. It was for the Fifth Committee, however, to take the main responsibility on decisions of principle.

The CHAIRMAN noted that the majority of the Committee seemed to be in favour of the procedure outlined by Mr. Aghnides.

¹See document A/C. 5/149.

consultatif, puisque le Secrétaire général en a accepté les conclusions.

Il appartient à la Cinquième Commission d'assumer la responsabilité de principe en ce qui concerne la décision à prendre quant aux lignes générales de ses travaux, puis de renvoyer la question à une sous-commission. C'est à l'Assemblée générale ou à la Cinquième Commission de décider des travaux qu'il convient de réduire.

On devrait examiner le rapport du Comité consultatif en même temps que les prévisions révisées qu'a présentées le Secrétaire général¹.

La Cinquième Commission a des pouvoirs plus étendus que ceux d'une sous-commission. Elle est habilitée à prendre des décisions provisoires et, après avoir pris des décisions à la suite d'une « première lecture », elle pourrait avoir une idée d'ensemble en ce qui concerne le chiffre définitif. On pourrait alors procéder à une seconde lecture et parvenir à une décision.

M. VOINA (République socialiste d'Ukraine) estime qu'on pourrait créer une sous-commission chargée de s'occuper non seulement des questions de méthode, mais aussi de l'ensemble du budget. Elle devrait travailler en liaison étroite avec le Comité consultatif et le Secrétariat en vue de réduire le montant du budget à la somme de 30.000.000 de dollars. Créer de nombreuses sous-commissions serait à la fois coûteux et peu avisé.

M. BURGER (Pays-Bas) s'associe à la suggestion de M. Aghnides. La Cinquième Commission dispose déjà d'une sous-commission, à savoir le Comité consultatif, qui vient d'examiner le budget poste par poste. En conséquence, il serait sage de poursuivre le débat en se fondant sur le rapport de ce Comité.

Les représentants de la Chine, du Royaume-Uni, de la Syrie et du Brésil appuient la proposition de M. Aghnides. Le représentant du Brésil fait remarquer qu'on devrait suivre une méthode analogue en ce qui concerne les prochains rapports que présentera le Comité consultatif.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) est partisan de la création d'une sous-commission chargée d'examiner les réductions qu'il est possible de faire subir à tous les postes mentionnés au cours du débat, ainsi qu'aux postes que la sous-commission elle-même pourrait introduire.

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) fait remarquer que sa proposition n'exclut pas la création d'une sous-commission à laquelle la Cinquième Commission pourrait, le cas échéant, renvoyer les diverses questions qui viendraient à se poser. Toutefois, il appartient à la Cinquième Commission d'assumer la responsabilité au premier chef à l'égard des décisions de principe.

Le PRÉSIDENT constate que la majorité de la Commission semble d'accord pour suivre la méthode qu'a indiquée M. Aghnides.

¹ Voir document A/C. 5/149.

The appointment of a sub-committee would not be ruled out, and it might be that, in the course of the discussion, questions would arise that would have to be referred to such a body.

II. Report of the Board of Auditors (documents A/313 and A/395)

Mr. BAUTISTA (Philippines) referred to various paragraphs in the Advisory Committee's Report on the External Audit Report¹. As regards paragraph 4, he deplored the needless expenditure of over \$1,000,000 for Construction Contracts which evidently had resulted from a regrettable laxity in contractual methods. He noted that those methods had been much improved since 1946. He considered that the awarding of contracts on a cost = plus = bonus basis led to overdesigning and over-equipment with consequent increase in the costs of the projects. He urged that future contracts should be awarded on a fixed price basis. Referring to the Lido Beach Hotel venture, he endorsed the Committee's recommendation as contained in paragraph 10 and expressed the hope that there would be no occasion in the future to incur such expenditure.

In regard to the Stores Account, referred to in paragraphs 11 and 12, he requested information concerning the actual losses sustained.

He desired to reiterate his faith in the Secretariat. He accepted the candid acknowledgment made by the Secretary-General of the imperfections of the Organization and assured him of his delegation's support in the successful achievement of his high objectives.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) requested that the administration should place on record the method adopted for financing outside offices.

He referred to a document submitted to the previous Assembly relating to the control of expenditure. It had then been agreed that the matter should be referred to the Advisory Committee, and he wished to know whether the Committee could expect a report on this subject.

Mr. MACHADO (Brazil) referred to paragraph 10 of the Auditors' Report.² He wished to know what part of the total of \$1,718,000 of unliquidated obligations listed therein had been liquidated.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) raised the question of the expenditure of \$346,000 for Hunter College. He inquired how it had happened that funds had been assigned to such expenditure whereas no agreements had been entered into for the use of the College after 1 September 1946.

¹ Document A/395.

² Document A/313.

On n'exclura pas la création d'une sous-commission, et il se peut qu'au cours de la discussion, on décide de renvoyer à un organisme de cette nature certaines questions qui viendraient à se poser.

II. Rapport du Comité des Commissaires aux comptes (documents A/313 et A/395)

M. BAUTISTA (Philippines) mentionne différents paragraphes du rapport du Comité consultatif sur le rapport du Comité des Commissaires aux comptes¹. En ce qui concerne le paragraphe 4, il déplore la dépense inutile de plus d'un million de dollars au titre de contrats de constructions, dépense qui résulte manifestement d'une négligence regrettable dans les méthodes de passation des contrats. Il constate qu'on a beaucoup amélioré ces méthodes depuis 1946. Il estime que l'adjudication de travaux sur la base du prix coûtant, majoré d'une prime, fait naître un excès de plans et un excès de matériel, d'où découle une hausse du prix des constructions. Il insiste pour qu'on adjuge les travaux futurs sur la base d'un prix forfaitaire. Se reportant à l'affaire du Lido Beach Hotel, il appuie la recommandation du Comité qui figure au paragraphe 10, et exprime l'espoir qu'on ne verra plus se reproduire de telles dépenses à l'avenir.

En ce qui concerne la comptabilité des fournitures, visée aux paragraphes 11 et 12, il demande des renseignements sur les pertes effectivement subies à ce titre.

M. Bautista tient à affirmer à nouveau qu'il fait confiance au Secrétariat. Il prend acte de la déclaration sincère par laquelle le Secrétaire général a reconnu les imperfections de l'Organisation, et l'assure que sa délégation l'aidera à atteindre avec succès les objectifs élevés qu'il s'est fixés.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) demande que l'Administration expose officiellement la méthode adoptée pour le financement des bureaux situés hors du Siège.

Il mentionne un document présenté à la dernière Assemblée, qui traite du contrôle des dépenses. On s'était entendu à l'époque pour renvoyer la question au Comité consultatif, et il désire savoir si la Commission peut s'attendre à recevoir un rapport à ce sujet.

M. MACHADO (Brésil) se réfère au paragraphe 10 du Rapport des Commissaires aux comptes². Il demande dans quelle mesure on a soldé les engagements non liquidés qui atteignaient un total de 1.718.000 dollars.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) soulève la question de la dépense de 346.000 dollars afférente à Hunter College. Il demande comment il se fait qu'on ait affecté des crédits à cette dépense, alors qu'on n'avait conclu aucun accord concernant l'utilisation des locaux du collège après le 1^{er} septembre 1946.

¹ Document A/395.

² Document A/313.

As regards the Lido Beach Hotel, there appeared to have been a lack of financial wisdom or a lack of responsibility involving a considerable loss of money.

Mr. HEYWARD (Australia) inquired whether the various recommendations contained in the Advisory Committee's report¹ were acceptable to the Secretary-General, or whether he wished to make any comment on them, so that the Fifth Committee might consider the report accordingly.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) stated that the Advisory Committee had considered the question of collaboration with the Secretariat and with the Board of Auditors and would transmit a recommendation on this point to the Fifth Committee as soon as the conclusions of the Management Survey had been received. His Committee would then be in a position to express its views on the position of the Comptroller.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General for Administrative and Financial Services) stated that it was doubtful whether suits to recover losses on account of contracts which had been made somewhat loosely during the early days could be sustained. The losses had resulted from faulty judgment on the part of the architects.

As regards losses sustained in the Stores Account, he stated that the most vigorous corrective measures were being taken for the future. A comprehensive set of controls had been instituted and transferred to the direct jurisdiction of the Comptroller.

The methods adopted for financing outside offices would be placed on record.

As regards the unliquidated balance of \$1,718,000, to which the representative of Brazil had referred, the amount outstanding was approximately \$635,000.

Referring to the expenditure for Hunter College, Mr. Price stated that the circumstances were fully explained in the Auditors' Report. It was not disputed by the Secretariat that there had been some loose practices, but these had been due to the hectic manner in which the whole operation had had to be carried out.

As regards the Lido Beach Hotel, he recalled that the Secretary-General was seeking at the time to house not only the staff of the Secretariat but the delegations; that hotel was the only place available in the area. It had now been disposed of on extremely favourable terms. When the final settlement was made, the loss would amount to no more than about \$70,000.

In general, the Secretary-General had accepted the recommendations of the Advisory Committee's Report, with certain exceptions, such as the question of the status of the Comptroller and minor questions of procedure. He also considered that some contracts would still have to be placed

Quant au Lido Beach Hotel, il semble qu'on ait manqué de sagesse financière, ou de prudence, ce qui a entraîné une perte très importante.

M. HEYWARD (Australie) demande si le Secrétaire général peut accepter les diverses recommandations qui figurent dans le rapport du Comité consultatif¹, ou s'il tient à formuler des observations à leur sujet, afin que la Cinquième Commission puisse examiner le rapport en conséquence.

M. AGHNIDÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) déclare que le Comité consultatif a examiné la question de la collaboration avec le Secrétariat et avec le Comité des Commissaires aux comptes, et qu'il communiquera une recommandation sur cette question à la Cinquième Commission, dès qu'on aura reçu les conclusions de l'enquête sur le fonctionnement du Secrétariat. Son Comité sera alors en mesure d'exprimer son opinion sur la situation du Contrôleur.

De l'avis de M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers), il est douteux qu'on puisse tenter des actions pour récupérer des pertes résultant de contrats conclus un peu à la légère au début de la carrière de l'Organisation. Les pertes en question proviennent des erreurs de jugement qu'ont commises les architectes.

En ce qui concerne les pertes subies au titre de la comptabilité des fournitures, il déclare qu'on prend pour l'avenir les mesures correctives les plus rigoureuses. On a institué des mesures de contrôle minutieuses, qu'on a soumises à l'autorité directe du Contrôleur.

On exposera officiellement les méthodes adoptées pour le financement des bureaux situés hors du Siège.

En ce qui concerne le solde non liquidé de 1.718.000 dollars qu'a mentionné le représentant du Brésil, la somme restant due est d'environ 635.000 dollars.

Se référant aux dépenses effectuées au titre de Hunter College, M. Price déclare que le Rapport des Commissaires aux comptes donne tous les détails nécessaires à ce sujet. Le Secrétaire ne se refuse pas à admettre certaines négligences, mais celles-ci sont imputables à l'agitation qui a marqué l'exécution de toute cette affaire.

Quant au Lido Beach Hotel, il rappelle que le Secrétaire général cherchait à l'époque à loger non seulement le personnel du Secrétariat, mais aussi les délégations; cet hôtel était le seul local dont on pût disposer dans la région. A l'heure actuelle, on l'a quitté dans des conditions extrêmement favorables. Une fois effectué le dernier règlement, la perte ne dépassera pas 70.000 dollars environ.

D'une façon générale, le Secrétaire général a accepté les recommandations du Rapport du Comité consultatif, à quelques exceptions près, telles que la question de la situation du Contrôleur et des questions de méthodes peu importantes. Il pense aussi qu'il faudra encore passer quelques

¹ See document A/395.

¹ Voir document A/395.

on a cost = plus = bonus basis.

In reply to the representative of Denmark, who inquired what part of the sum of \$5,700,000 which remained unpaid at the end of June 1947 in respect of Members' contributions for 1946, was still outstanding, Mr. Price stated that the sum involved was \$125,737.24. A detailed statement of the exact position with respect to the 1946 and 1947 budget contributions, and with respect to the Working Capital Fund, would be submitted.

The Financial Report and Accounts for the first financial period ended 31 December 1946 and the Report of the Board of Auditors were adopted.

12. Report of the Committee on Contributions (document A/377)

Mr. BURGER (Netherlands) stressed the importance of paragraph 9. The scale of contributions was acceptable to his Government but he pointed out that it was not a standard scale for international activities, though suitable for the Members' contributions for the coming year. For any other purpose, appropriate scales for the different types of work would have to be undertaken.

Mr. SUNDARESAN (India) stated that presumably the figure of 3.956 per cent for 1948 would be distributed between India and Pakistan.

Mr. FAROOKHI (Pakistan) endorsed the remarks of the representative of India.

Mr. LEBEAU (Belgium) expressed his thanks to the members of the Committee on Contributions for their excellent work. He considered that in principle a Member's share in the budget should not exceed 25 per cent.

He expressed surprise that the report contained no provision for a scale of contributions to the budget for the new headquarters building. He assumed that a different scale of contributions might be established for the latter purpose.

Mr. HAGGLOF (Sweden) pointed out that his country had entered the United Nations at a time when there was some difficulty with regard to contributions and when the United States contribution had been reduced to its present level of 39.89 per cent. It had been necessary to cover the deficit thus created and that was one of the reasons why the Swedish contribution was fixed relatively higher than that of any other country. It equalled the combined contributions of all the South American and Central American States with the exception of Argentina, Brazil and Chile. He was glad to note that the Committee on Contributions had considered the special case of Sweden and, of its own accord, had proposed a reduction from 2.35 per cent to 2.04 per cent.

Nevertheless, he considered that his country's contribution should be in the neighbourhood of 1.6 per cent and he reserved his delegation's

contrats sur la base du prix coûtant, majoré d'une prime.

Répondant au représentant du Danemark, qui demande quelle est la part restant due de la somme de 5.700.000 dollars encore impayée à la fin de juin 1947 au titre des contributions des États Membres pour 1946, M. Price déclare que la somme en question s'élève à 125.737,24 dollars. On présentera un état détaillé de la situation exacte, tant en ce qui concerne les contributions aux budgets de 1946 et de 1947, qu'en ce qui concerne les fonds de roulement.

La Commission adopte le Rapport et les comptes financiers du premier exercice financier terminé le 31 décembre 1946 et le Rapport du Comité des Commissaires aux comptes.

12. Rapport du Comité des contributions (document A/377)

M. BURGER (Pays-Bas) souligne l'importance du paragraphe 9. Son Gouvernement peut accepter le barème des contributions, mais M. Burger fait remarquer qu'il ne s'agit pas là d'un barème-type pour des travaux de caractère international, bien qu'on puisse l'appliquer aux contributions des États Membres pour l'exercice qui va s'ouvrir. Dans d'autres cas, il faudra établir des barèmes convenant aux différents types de travaux.

M. SUNDARESAN (Inde) déclare qu'on répartira probablement le chiffre de 3,956 pour cent, fixé pour l'exercice 1948, entre l'Inde et le Pakistan.

M. FAROVKHI (Pakistan) s'associe aux observations du représentant de l'Inde.

M. LEBEAU (Belgique) remercie les membres du Comité des contributions d'avoir travaillé de façon si parfaite. Il estime qu'en principe la participation d'un État Membre au budget ne devrait pas dépasser 25 pour cent.

Il se déclare surpris de voir que le Rapport ne prévoit pas de barème de contributions au budget au titre du nouveau bâtiment du Siège. Il présume qu'on pourra établir à cette fin un barème de contributions différent.

M. HAGGLOF (Suède) fait remarquer que son pays est entré dans l'Organisation des Nations Unies à une époque où la question des contributions présentait certaines difficultés et où l'on avait ramené la contribution des États-Unis à son niveau actuel de 39,89 pour cent. Il a été nécessaire de combler le déficit ainsi créé, et c'est là une des raisons pour lesquelles on a fixé la contribution de la Suède à un chiffre relativement plus élevé que celui des autres pays. Cette contribution égale les contributions combinées de tous les États de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale, exception faite de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Il est heureux de constater que le Comité des contributions a examiné le cas particulier de la Suède et a, de son propre gré, proposé de ramener la contribution de ce pays de 2,35 pour cent à 2,04 pour cent.

Néanmoins, il estime que cette contribution devrait être de l'ordre de 1,6 pour cent, et il réserve pour sa délégation le droit de reprendre

right to take up the matter at the following year's session of the General Assembly.

Mr. MACHADO (Brazil) inquired whether the principles which had so far guided the Committee on Contributions would also be applied in 1949. He pointed out that Members still had to pay for the expenses of the League Palace, even though, as in the case of his own country, they had not been members of the League of Nations.

Mr. STONE (United States of America) stated that his delegation supported the report and would recommend to Congress that the United States of America should pay its share of the 1948 expenses of the Organization on the basis of the percentages allocated in the report.

It was, however, the emphatic feeling of his delegation that the allocation of 39.89 per cent was acceptable only because of the existing economic conditions and was accepted for one year. The proportion normally payable by any single Member should be limited to 33.33 per cent.

Capacity to pay was a major factor in the establishment of a scale of contributions, but it was not the only one. There was the question of the sovereign character of the Members, involving equal status, obligations and privileges: that was a significant aspect that also needed to be considered in determining the scale.

No one Member should pay such a large proportion that it would tend to have a dominating position in the Organization. Nor should the United Nations become too fully dependent on any individual Member. Otherwise, it would be faced with an untenable situation in which a handful of countries would bear the overwhelming proportion of expenses arising out of decisions in which each Member had an equal voice.

Mr. Stone added that his delegation continued to make a distinction between administrative and operational expenses. As regards the latter, those countries which were in a position to make large payments should bear a preponderant share of the costs of any extensive programme such as that of the International Refugee Organization.

He stated that, in accepting the report of the Committee on Contributions, it was the desire of the United States delegation that the report of the Fifth Committee to the General Assembly should recognize the factor of sovereign equality in the scale of contributions, and in that connexion express the view that no single Member should bear more than a third of the expenses of the Organization.

The Hon. K. G. YOUNGER (United Kingdom) pointed out that the scale of contributions under consideration related only to the current year's administrative budget.

He noted with satisfaction the distinction made by the United States representative between administrative and operational expenses.

It was important that the total of the administrative budget should remain relatively small. Otherwise, the argument for departing from the

la question à la session que tiendra l'an prochain l'Assemblée générale.

M. MACHADO (Brésil) demande si l'on appliquera aussi en 1949 les principes qui ont jusqu'ici guidé le Comité des contributions.

Il fait remarquer que les États Membres doivent encore payer les dépenses du Palais des Nations, même si — et c'est le cas de son propre pays — ils n'ont pas été Membres de la Société des Nations.

M. STONE (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation appuie le Rapport et recommandera au Congrès que les États-Unis d'Amérique paient leur part des dépenses de l'Organisation pour 1948 sur la base des pourcentages fixés dans ce rapport.

Toutefois, la délégation des États-Unis est absolument convaincue que le chiffre de 39,89 pour cent n'est acceptable qu'en raison de la situation économique actuelle, et elle l'accepte pour une seule année. Il conviendrait de limiter à 33,33 pour cent la part normalement exigible d'un État Membre, quel qu'il soit.

La capacité de paiement est un des éléments principaux de la fixation d'un barème des contributions, mais non l'unique élément. La question se pose aussi de la souveraineté des États Membres, qui implique une situation, des obligations et des privilèges égaux: c'est là un facteur important, dont il faut aussi tenir compte lors de la fixation du barème.

Aucun État Membre ne devrait payer une contribution d'une importance telle qu'elle puisse tendre à lui faire occuper dans l'Organisation une situation dominante. L'Organisation ne devrait pas non plus dépendre trop d'un État Membre déterminé. Sinon, elle se trouvera dans une situation intenable, une poignée de pays supportant la très grande majorité des dépenses découlant de décisions pour lesquelles chaque État Membre vote à égalité avec les autres.

M. Stone ajoute que sa délégation continue à faire le départ entre les dépenses d'administration et les dépenses d'exécution. En ce qui concerne ces dernières, les pays qui se trouvent en mesure d'effectuer des paiements importants devraient supporter une part prépondérante des frais de tout vaste programme, tel que celui de l'Organisation internationale pour les réfugiés.

Il déclare qu'en acceptant le rapport du Comité des contributions, la délégation des États-Unis souhaite que la Cinquième Commission, dans son rapport à l'Assemblée générale, reconnaisse le principe de l'égalité souveraine en ce qui concerne le barème des contributions, et qu'à ce sujet elle exprime l'avis qu'aucun État Membre ne devrait supporter plus d'un tiers des dépenses de l'Organisation.

M. YOUNGER (Royaume-Uni) fait remarquer que le barème des contributions actuellement examiné ne s'applique qu'au budget d'administration de l'exercice en cours.

Il constate avec satisfaction la distinction que le représentant des États-Unis a établie entre les dépenses d'administration et les dépenses d'exécution.

Il importe de maintenir le total du budget d'administration à un chiffre relativement faible. Sinon, l'argument qu'on a fait valoir pour s'écarter

principle of capacity to pay would become progressively weaker.

The report of the Committee on Contributions was adopted.

Mr. LARRAIN (Chile) recalled that his delegation had referred at the fifty-first meeting of the Fifth Committee to the economic situation of certain Latin-American countries. Their situation should be borne in mind by the Committee on Contributions with a view to the revision of the scale of contributions and of the manner of payment. He reserved the right to revert to that matter, though he was in general agreement with the report.

The meeting rose at 1.30 p.m.

FIFTY-FOURTH MEETING

Held at Lake Success, New York, on Friday, 3 October 1947, at 11 a.m.

Chairman : Justice Sir Fazl ALI (India).

The CHAIRMAN stated that he had heard with pleasure the proposal made at the previous meeting by the representatives of the United States and France that Mr. Aghnides, Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions, should be at liberty to take part in the discussions of the Fifth Committee.

13. Supplementary estimates for the financial year 1947 (document A/C.5/145)

Advances from the Working Capital Fund for unforeseen and extraordinary expenses : Report by the Secretary-General (document A/C.5/147)

Report of the Advisory Committee on the supplementary estimates (document A/C.5/159)

Mr. MACHADO (Brazil) pointed out that the additional items were estimates and not expenditure actually incurred. He hoped, therefore, that further economies would be effected on the supplementary estimates.

Mr. ASHA (Syria), referring to paragraph 7 of the Advisory Committee's Fifth Report¹, asked who was responsible for the unnecessary expenditure incurred in connexion with the Palestine Committee.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General for Administrative and Financial Services) pointed out that a manning table had been worked out with the Chairman of the Palestine Committee, who had requested additional staff. The decision to proceed to Geneva was taken by the members

¹ Document A/C.5/159.

du principe de la capacité de paiement perdra progressivement de sa force.

La Commission adopte le rapport du Comité des contributions.

M. LARRAIN (Chili) rappelle que sa délégation a mentionné, à la cinquante et unième séance de la Cinquième Commission, la situation économique de certains pays d'Amérique Latine. Le Comité des contributions devrait tenir compte de cette situation en vue de reviser le barème des contributions et le mode de paiement. Il se réserve le droit de revenir sur la question, tout en acceptant le rapport dans l'ensemble.

La séance est levée à 13 h. 30.

CINQUANTE-QUATRIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le vendredi 3 octobre 1947, à 11 heures.

Président : Sir Fazl ALI (Inde).

Le PRÉSIDENT déclare qu'il a pris acte avec satisfaction de ce qu'à la séance précédente les représentants des Etats-Unis et de la France, ont proposé de donner à M. Aghnides, Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, la possibilité de participer aux débats de la Cinquième Commission.

13. Prévisions de dépenses supplémentaires pour l'exercice financier 1947 (document A/C.5/145)

Avances prélevées sur le Fonds de roulement pour faire face aux dépenses imprévues et extraordinaires : Rapport du Secrétaire général (document A/C.5/147)

Rapport du Comité consultatif sur les prévisions de dépenses supplémentaires (document A/C.5/159)

M. MACHADO (Brésil) fait remarquer que les postes de dépenses supplémentaires représentent des prévisions et non des dépenses effectivement engagées. En conséquence, il espère qu'on réalisera de nouvelles économies sur les prévisions de dépenses supplémentaires.

M. ASHA (Syrie), se référant au paragraphe 7 du cinquième rapport du Comité consultatif, demande à qui revient la responsabilité des dépenses inutiles engagées au titre de la Commission pour la Palestine.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) fait remarquer qu'on a dressé un tableau d'effectifs avec le Président de la Commission pour la Palestine, qui avait demandé du personnel supplémentaire. Ce sont les membres de cette Commission, repré-

¹ Document A/C.5/159.